



POINT FORT

Energie: Les communes organisent la mutation

focus 8/16
décembre



Katherina Reiche

Directrice générale
Verband kommunaler
Unternehmen VKU
(Fédération des entreprises
communales, Allemagne)

L'Union européenne fait face à une multitude d'immenses défis. Le marché européen de l'énergie connaît lui aussi une profonde mutation. Le Deutscher Verband kommunaler Unternehmen (VKU) et ses entreprises membres sont parties prenantes de cette réorganisation. La Commission européenne a pris conscience que pour ce faire, une approche globale était nécessaire. Avec le paquet présenté récemment sur la redéfinition de l'approvisionnement énergétique, la Commission entend réorganiser les marchés de l'électricité, la promotion des énergies renouvelables et les directives sur les économies d'énergie dans le but d'atteindre les objectifs climatiques de l'UE. Pour le VKU, ceci est logique et correct. Il incombe à présent au Parlement européen et au Conseil des ministres d'aller plus loin dans cette voie.

Le système énergétique du futur sera plus décentralisé. Pour les journées sans vent et peu ensoleillées, un système énergétique de plus en plus basé sur les énergies renouvelables dans de nombreux pays européens a besoin de capacités de production sûres, flexibles et pauvres en CO₂. Il est en outre nécessaire d'avoir des réseaux électriques intelligents ainsi que des accumulateurs pour compenser les

fluctuations de la production de courant.

Les fournisseurs communaux d'énergie d'Allemagne prennent leurs responsabilités au sérieux. Un exemple: la tendance vers les investissements dans la cogénération et les installations d'énergies renouvelables se renforce. Toutefois, les entreprises sont aussi en butte à de grands obstacles qui remettent inutilement en cause la mutation. Les technologies propres doivent être rentables. Tel n'est actuellement pas toujours le cas. Des centrales à gaz ultra-efficaces ne parviennent pas à vendre leur courant en quantité suffisante. Ceci pourrait être pallié par une augmentation du prix du CO₂. Cependant, l'échange européen de droits d'émission ne produit actuellement pratiquement pas d'effets incitatifs.

L'accent devrait aussi être mis sur les réseaux électriques, notamment sur les réseaux de distribution. Leur importance croît au fur et à mesure de la numérisation de l'industrie énergétique. Le Parlement européen a récemment pris conscience que pour ceci, des investissements étaient nécessaires.

Pour le VKU, une chose est claire: nous voulons participer à la réorganisation, et nous nous concevons comme des moteurs de la mutation. Les fournisseurs communaux d'énergie ont prouvé sur des décennies qu'ils sont à de multiples égards capables d'affronter les changements, et ce parfois mieux que d'autres acteurs. Pour ce faire, les entreprises ont surtout besoin de conditions-cadres fiables.

Katherina Reiche

Chère lectrice, cher lecteur,

L'énergie est un facteur-clé pour la vie économique et sociale des villes et des agglomérations. Avec leurs compétences en matière de politique énergétique et notamment en tant que propriétaire des entreprises d'approvisionnement en énergie, les villes et les communes continuent au premier chef à organiser l'approvisionnement en énergie.

De nombreuses villes et communes ont depuis longtemps déjà posé les jalons en direction d'un système axé sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. Le numéro actuel de «focus» se consacre à la réorganisation du système énergétique urbain et à ses perspectives en se concentrant sur le rôle de la ville et des services industriels des villes.

Nous vous souhaitons d'heureuses fêtes riches en énergie et vous remercions pour votre intérêt. Bonne lecture!

Votre rédaction de focus

Sommaire

- Point fort 1
- Interview 2
- Le thème 3
- Session et procédures de consultation 4
- L'UVS dans la ligne de mire 5
- Agenda 6

INTERVIEW

«Nos services industriels devront à l'avenir sans cesse s'adapter»


Hans-Ruedi Hottiger
Maire de Zofingen

Hans-Ruedi Hottiger (63), hors parti, siège depuis 2004 au conseil municipal de Zofingen, dont il est maire à titre principal depuis 2006. En outre député, il préside l'association régionale zofingenregio et le CA de StWZ Energie AG, et est membre du CA de Swisspower AG. Avant sa carrière politique, ce germaniste de formation universitaire a entre autres été directeur des deux télévisions régionales Tele M1 et TeleTell.

Quelle importance ont les services industriels de Zofingen, «StWZ Energie AG», pour la ville de Zofingen?

StWZ Energie AG incarne un approvisionnement sûr, efficient et durable en énergie et en eau pour la ville et la région de Zofingen. L'entreprise étant détenue à 100 % par la ville de Zofingen, il est garanti qu'elle met systématiquement en œuvre les objectifs de la ville de Zofingen en matière de politique environnementale et énergétique. Une stratégie du propriétaire régulièrement actualisée prescrit les lignes directrices correspondantes. Un approvisionnement en énergie et en eau qui fonctionne bien et soit compétitif est un facteur important pour la qualité du site de la ville et de la région.

La politique énergétique est en pleine mutation. Quels rôles voyez-vous les services industriels jouer?

Les services industriels ont une grande responsabilité quant à l'approvisionnement sûr et économique des clients en énergie renouvelable. Ils peuvent se concentrer sur la convergence des réseaux – l'interaction intelligente des réseaux d'électricité, de gaz et de chaleur – pour permettre l'intégration optimale des énergies renouvelables dans le système énergétique suisse et ainsi notamment contribuer activement à résoudre – entre autres – la question du stockage du courant excédentaire. L'infrastructure de communication et les technologies intelligentes jouent un rôle central

en tant qu'éléments de liaison. Les services industriels peuvent également contribuer de manière décisive à améliorer l'efficacité énergétique globale. Les services industriels s'efforcent d'augmenter de manière significative la part des énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie en mettant en place une stratégie d'approvisionnement systématique et des capacités de production communes.

Quels sont les plus grands défis posés par la réorganisation de l'approvisionnement en énergie?

Si l'on veut faire face au futur, il faut se développer, notamment aussi pour être à même d'affronter une ouverture totale du marché de l'énergie. La sécurité de l'approvisionnement doit rester un objectif central, et ce dans le contexte d'une décentralisation croissante de la production d'énergie qui génère de nouvelles exigences envers l'infrastructure de réseau. Dans ce but, il faut que les monopoles d'autrefois continuent à optimiser l'orientation client. Le grand défi consiste à continuer à s'affirmer sur le marché tout en s'engageant pas à pas sur la voie d'un approvisionnement durable en énergie. Pour ce faire, la coopération avec les partenaires régionaux et nationaux sera plus importante, voire vitale, surtout pour les petits fournisseurs d'énergie.

Quelles sont les lignes directrices de cette réorientation?

Trois aspects constituent les objectifs de la réorganisation: premièrement, un approvisionnement sûr et économique en énergie doit continuer à être garanti. Deuxièmement, l'augmentation de la part des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique doit permettre de garantir une utilisation de l'énergie économe en ressources sur le long terme. Et troisièmement, la réorganisation doit aussi être socialement soutenable et permettre l'achat d'énergie à toutes les classes sociales.

StWZ Energie AG a fêté cette année son 100^e anniversaire. Qu'attendez-vous de vos services industriels pour les cent années à venir?

J'attends de StWZ Energie AG qu'elle continue à l'avenir à s'affirmer sur le marché par sa réussite économique et son orientation client et qu'elle continue à mettre en œuvre systématiquement les objectifs de sa propriétaire. Cela passe par des adaptations constantes.

Où voyez-vous la ville de Zofingen dans 20 ans?

Au cours des 20 ans à venir, Zofingen croîtra, deviendra encore plus urbaine et renforcera son rôle de centre régional. Mais elle ne perdra pas son charme de petite ville. Son étendue modeste, la proximité des structures urbaines d'une part et des diverses zones de loisirs de proximité et des espaces verts d'autre part font partie des grandes qualités de Zofingen.

THÈME

Les services industriels doivent devenir les centres du «city management»

Smart home, smart grid, smart energy, smart city: dans le domaine de l'énergie, on décrit le futur des villes comme une évolution vers des solutions de plus en plus intelligentes. Que cela signifie-t-il exactement? Et comment les entreprises communales d'approvisionnement en énergie pourront-elles se positionner dans ce futur intelligent?



Eric Nussbaumer

Conseiller national BL, ingénieur en électronique ETS, membre de la Commission de l'environnement (CEATE-N)

Les faits parlent d'eux-mêmes: aujourd'hui, dans le monde, une personne sur deux vit dans une ville. En Europe, l'urbanisation est encore plus avancée: ici, 72% de la population vivent déjà dans des villes. Cette évolution a pour conséquence que la pollution est majoritairement produite dans les villes: les centres urbains de la planète sont responsables de 75% de la consommation mondiale d'énergie et de 80% des émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine. Les villes jouent donc plus que jamais un rôle-clé dans la lutte contre le dérèglement climatique et dans la réorganisation du système énergétique. Notre pays ne fait pas exception.

Le concept du «smart» signifie d'abord une mise en réseau intelligente

La constatation de la pollution localisée dans les villes va aujourd'hui de pair avec une évolution technologique intéressante et unique en son genre. Grâce aux technologies modernes de l'information, nous sommes aujourd'hui en mesure de mettre au point des machines et des appareils plus intelligents et grâce à ces appareils «smarts», de maîtriser les processus du quotidien avec une meilleure efficacité énergétique et dans un plus grand respect de l'environnement. Lorsque nous mettons en réseau ces appareils intelligents avec les informations des utilisateurs, c'est précisément la manière dont nous planifions et mettons aussi aujourd'hui en réseau les villes: le court trajet à pied au bon endroit, la liaison rapide en bicyclette et agréablement proche, le prochain arrêt des transports publics suburbains. De la même manière que nous mettons en place des réseaux intelligents dans le domaine de l'aménagement du territoire, nous relierons aussi entre elles dans le futur de plus

en plus les possibilités de production et d'utilisation décentralisées de l'énergie dans l'espace urbain et échangerons en permanence des informations. Dans la ville, les univers du travail, du logement et de l'énergie ne cessent de se rapprocher: les villes ont d'excellentes chances de promouvoir et de faire avancer un mode de vie durable.

Le concept du «smart» est en phase avec l'évolution démographique

À cela s'ajoute que les villes, avec leur évolution démographique, le vieillissement de l'ensemble de la population, doivent faire face à des défis particuliers. Les nouveaux «vieux» seront cependant en majorité technophiles. Aujourd'hui déjà, ma tablette tactile me permet de commander mes stores. La lumière du jour est préférable à une lumière permanente derrière les stores. De plus en plus, on verra s'introduire dans les bâtiments des capteurs pour les lits, une régulation de la température commandée par informatique, et beaucoup plus encore. L'évolution démographique et la progression de la numérisation de notre réalité de vie sont les deux moteurs de la réorganisation économique dans le sens d'une smart city.

«Les villes ont d'excellentes chances de promouvoir et de faire avancer le mode de vie durable.»

Les services industriels sont les city managers du futur énergétique

La smart city n'est toutefois pas uniquement un développement technique induit par le changement démographique. La smart city est également une chance d'urbanisation collaborative pour les services industriels. Sachant que la mise en réseau technique au cœur de l'univers du quotidien des citoyennes et citoyens est appelée à gagner en importance, la mise en réseau des prestations de services possibles joue elle aussi un rôle important. Est-il par exemple pensable que des services industriels coopèrent avec les services d'aide et de soins à domicile et puissent

proposer plus de services intelligents dans les logements pour personnes âgées que dans un logement locatif sur le marché du logement libre? Ou encore, les services industriels peuvent-ils coopérer plus étroitement avec les services locaux d'enlèvement des ordures ou avec les services de réparation d'entreprises privées pour devenir les city managers effectifs du circuit de recyclage des matières valorisables? Des évolutions de ce type offriront aussi des avantages aux habitantes et habitants des villes, car qu'y a-t-il de plus beau que de s'adresser à un «city management» unique qui organise, livre et vient enlever tout cela? Aujourd'hui, les services industriels ne sont pas encore ces postes de city management. Ce sont en premier lieu des fournisseurs d'énergie et des exploitants de réseau.

Pourquoi les services industriels s'occupent-ils principalement des réseaux d'énergie, de chaleur et de télécommunication? J'imagine volontiers qu'une entreprise communale puisse prendre en charge le mandat de prestations pour le développement d'un city management. Les services industriels ont la meilleure situation de départ pour occuper une position exclusive dans la smart city. La majeure partie des habitantes et habitants des villes sont du reste favorables à l'aménagement et à la réorganisation des villes dans le sens d'une smart city. Dans une étude d'Accenture, il a même été constaté que dans ce domaine de tâches, on attendait un plus grand engagement de la part des entreprises communales.

Si l'on se concentre sur les résultats de cette étude, on s'aperçoit que l'on attend particulièrement une nette amélioration avant tout dans les domaines de l'efficacité énergétique, de la capacité à assurer l'avenir économique, la protection de l'environnement et la qualité de vie. Une telle attente du marché est la meilleure situation de départ pour les services industriels. La politique des villes doit à présent envoyer ses services industriels explorer la société énergétique du futur. Il s'agit de définir les domaines d'action stratégiques de la smart city avec le courage et la perspicacité nécessaires. En effet, il ne faut pas se laisser aveugler par la bonne situation de départ des services industriels: si on laisse passer la chance de réorganiser le city management dans la smart city, d'autres acteurs du marché se mettront à «ratisser» le terrain.

POLITIQUE

Retour sur la session d'hiver

Sur le sujet de la réforme de la Prévoyance vieillesse 2020, la session d'hiver n'a pas apporté de rapprochement entre les deux conseils. Les deux chambres divergeaient aussi sur les propositions de réductions budgétaires pour les finances fédérales, et c'est le Conseil national qui, finalement, l'a emporté. Sur plusieurs dossiers importants pour les villes, le Parlement a toutefois trouvé une solution.

Pas de progression dans la réforme des retraites

Le Conseil des États persiste dans sa proposition d'accorder un supplément de 70 francs pour les nouvelles rentes AVS. Il refuse le mécanisme de stabilisation décidé par le Conseil national permettant de porter l'âge de la retraite à 67 ans en cas de situation financière critique de l'AVS. La majorité du conseil est convaincue que cette disposition ferait échouer l'ensemble du projet lors d'une votation populaire. Concernant les modifications du deuxième pilier, les rentes de veuve ou le financement complémentaire par le biais de la TVA, des différends perdurent également entre les deux conseils. La Commission sociale du Conseil national débattera à nouveau du projet en janvier.

Économies dans l'administration fédérale

Dans le débat sur le budget, le Conseil national s'est imposé après avoir refusé un compromis de la conférence de conciliation. Les propositions de la chambre la plus économe entrent donc automatiquement en vigueur. En dépit des restrictions budgétaires, on prévoit pour l'année 2017 un déficit de 250 millions de francs. Les mesures d'économie touchent en premier lieu l'administration fédérale. Dans les domaines du personnel, des conseillers externes et de l'informatique, il est prévu d'économiser 128 millions économisés. Du point de vue des villes, il faut espérer qu'une diminution des prestations au niveau fédéral n'aurait pas des répercussions sur les communes.

Traitement privilégié y compris pour les citoyens de l'UE

Le Conseil national a résolu les derniers différends qui persistaient avec le Conseil des États quant à la mise en œuvre de l'initiative sur l'immigration de masse. Le projet prévoit un traitement privilégié pour les demandeurs et demandeuses d'emploi inscrits auprès du service de l'emploi. En cas de chômage supérieur à la moyenne, il est possible de prendre en leur faveur des mesures limitées dans

le temps telles que l'obligation pour les employeurs de signaler les emplois vacants et de convoquer des candidates et candidats adéquats. En revanche, l'obligation de justification en cas de refus, option évoquée, a été refusée. Les chômeurs et chômeuses suisses ne seront pas les seuls à profiter des mesures: les demandeurs et demandeuses d'emploi citoyens de l'UE en bénéficieront également. La pérennité des accords bilatéraux semble ainsi dans un premier temps garantie.

Un réseau électrique prêt pour l'avenir

Le Conseil des États a approuvé la stratégie «Réseaux électriques» du Conseil fédéral moyennant quelques modifications. Les lignes de transport seront étendues et flexibilisées et les congestions supprimées. La Chambre haute veut en outre raccourcir les procédures d'autorisation pour les projets de lignes. Les plans de la Confédération sont liés à la Stratégie énergétique 2050. Des injections décentralisées et fluctuantes dans le réseau se traduiront par des exigences supplémentaires envers le réseau électrique, qui auront également des répercussions sur les fournisseurs d'énergie municipaux. Le Conseil national devrait s'exprimer sur ce sujet lors de la prochaine session.

Procédures de consultation

Résolution des failles de sécurité

L'Office fédéral de la protection de la population (OFPP) a présenté un rapport donnant des informations sur l'état actuel des systèmes d'alarme et de télécommunication. Afin de pouvoir à l'avenir continuer à garantir dans les situations de crise la communication entre les forces d'intervention ainsi que l'information de la population, des investissements conséquents sont nécessaires. S'appuyant sur l'évaluation de la Conférence des directrices et directeurs de la sécurité des villes suisses (CDSVS), l'Union des villes suisses s'engage en faveur d'une préservation de la valeur et d'une extension du système. Les autorités et organisations des villes chargées du sauvetage et de la sécurité (AOSS) apportent chaque jour une contribution cruciale à la protection de la population. C'est pourquoi les expériences

des forces d'intervention des villes devront impérativement être prises en compte dans la planification ultérieure de la Confédération. Ce n'est qu'ainsi que l'on pourra garantir une solution adaptée, y compris dans la mise en œuvre opérationnelle.

Les villes réclament une politique climatique efficace

L'Union des villes suisses s'est exprimée vis-à-vis de la Confédération sur la «politique climatique de la Suisse après 2020». Dans sa prise de position, elle s'est prononcée en faveur d'une ratification de l'Accord de Paris sur le climat et soutient également l'accord passé avec l'UE sur le couplage des deux systèmes d'échange de quotas d'émissions ainsi que la révision totale de la loi sur le CO2. L'espace urbain est concerné directement et dans une mesure pertinente par le changement clima-

tique, d'une part en raison de la multiplication annoncée des événements extrêmes (fortes précipitations) et d'autre part par l'augmentation du stress thermique dans les zones urbaines (la ville comme îlot de chaleur). En ce sens, les grandes directions fondamentales visant à réduire les émissions de CO2 fixées par le projet de révision présenté sont absolument nécessaires.

Les objectifs définis dans l'Accord de Paris ont renforcé nettement l'urgence de fixer au niveau de la législation fédérale sur le CO2 pour tous les secteurs utilisant des sources d'énergie fossiles des directives et conditions-cadres efficaces qui débouchent sur une transition rapide des énergies fossiles vers les énergies renouvelables.

www.uniondesvilles.ch/fr/Info/Politique/Consultations

ACTUALITES

L'UVS dans la ligne de mire

Renseignements de vote: oui au FORTA et à la naturalisation facilitée

Deux fois «oui» et une fois liberté de vote: voilà les recommandations de vote décidées ou confirmées par le comité de l'Union des villes suisses lors de sa séance. L'Union des villes suisses recommande un «oui» à la naturalisation facilitée pour les personnes de la troisième génération et au fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération FORTA. Comme les membres de l'association sont affectés diversement par la réforme de l'imposition des entreprises III, le comité a décidé dès septembre la liberté de vote sur ce projet.

www.uniondesvilles.ch

Première édition du nouveau Congrès des services industriels en 2017

À quoi ressemblera la société énergétique du futur? Quelle est la progression des villes et de leurs services industriels sur la voie d'une smart city? Et que signifie la réorganisation du système énergétique pour le développement urbain? Les villes et leurs services industriels jouent un rôle important dans l'acheminement vers la société énergétique du futur. C'était là une raison suffisante pour lancer une nouvelle manifestation sur ce sujet: le premier Congrès suisse des services industriels aura lieu le 31 mars 2017 à Bienne. L'Union des villes suisses et l'Organisation Infrastructures communales font partie des entités responsables.

www.stadtwerkongress.ch

Discussions sur le thème de l'avenir des espaces de stationnement

Quelque 70 représentantes et représentants de villes suisses ont débattu le 29 novembre à Aarau sur invitation de la Conférence des villes pour la mobilité de l'avenir du stationnement. Leur conclusion: la mutation de la circulation urbaine doit aussi se refléter dans la politique en matière d'espaces de stationnement. Il reste important d'avoir une offre suffisante pour les différents moyens de transport. Afin d'éviter une offre excédentaire, les stationnements public et privé devront être traités conjointement et davan-

tage de lotissements pauvres en voitures devront être autorisés et construits.

www.skm-cvm.ch

Delémont se voit décerner le «FLUX» pour sa planification réussie de la circulation

Delémont a reçu le prix de la circulation «FLUX - Nœud de correspondance d'or», l'un des plus importants prix de mobilité de Suisse. Delémont a été distinguée comme «le plus innovant et convivial des nœuds de correspondance de taille moyenne» de Suisse. Seuls peuvent être déposés pour le FLUX les dossiers et documentations portant sur des situations de circulation pour lesquelles des travaux de modification ont été réalisés au cours des cinq dernières années. Le jury choisit chaque année un point fort différent. Cette année, il a examiné de près les nœuds de correspondance de taille moyenne enregistrant quotidiennement entre 5000 et 10000 montées et descentes. L'UVS est représentée au sein du jury et félicite Delémont, tout comme Dornach-Arlesheim, Interlaken-Ouest et Wettingen, également représentés au sein de la sélection finale.

www.postauto.ch

La Conférence tripartite sur les agglomérations CTA devient la CT

La coopération entre la Confédération, les cantons, les villes et les communes dans le cadre de l'ancienne Conférence tripartite sur les agglomérations (CTA) est poursuivie sous la dénomination de «Conférence tripartite» (CT). L'intégration des espaces ruraux est censée prendre en compte les liens étroits qui existent entre les espaces urbains et ruraux. La CT continuera à traiter les thématiques de développement du territoire pertinentes pour l'ensemble de la Suisse et concernant les trois échelons de l'État. Elle apportera ainsi une contribution à la cohérence du développement territorial de la Suisse. Les grands axes du programme de travail 2017-2021 comprennent le développement territorial dans les régions à cheval entre espaces urbains et espaces ruraux, les questions de financement, d'utilisation et de compensation des charges ainsi que la politique des étrangers et la politique d'intégration.

www.uniondesvilles.ch

Brèves

Un contrat de performance énergétique pour les pouvoirs publics

Encore peu connu, le contrat de performance énergétique est un instrument qui recèle pourtant un fort potentiel pour les bâtiments des pouvoirs publics. La coopération entre un propriétaire foncier et une entreprise de prestations de services énergétiques ainsi que, le cas échéant, un partenaire de financement permet d'augmenter l'efficacité énergétique des bâtiments et des installations. Une brochure commune de l'OFEN et de l'Union des villes suisses montre comment cela fonctionne

www.suisseenergie.ch

La Conférence sur le fédéralisme 2017 aura lieu à Montreux

Quelle est l'importance du fédéralisme pour la Suisse? Et comment évoluera dans l'avenir le système fédéral de notre pays? Deux questions sur lesquelles sur penchera la Conférence nationale sur le fédéralisme 2017, qui aura lieu les 26 et 27 octobre 2017 à Montreux.

www.federalisme2017.ch

Stratégies et projets concrets sur la mise en œuvre de la smart city

SmartSuisse est une conférence stratégique traitant des thématiques relatives à la smart city. Cette manifestation sera l'occasion de présenter des réflexions stratégiques et des solutions concrètes. On suivra une approche interbranche avec pour objectif de renforcer le réseautage du secteur public avec l'économie et la science.

Cette manifestation, qui s'adresse aux décideurs communaux des administrations municipales, aux conseils municipaux et aux autorités cantonales, aura lieu le 27 avril 2017 au Congress Center Basel.

www.smartsuisse.ch

**SUISSE PUBLIC**

Exposition professionnelle suisse pour les collectivités publiques et les grandes entreprises

Berne, 13-16 juin 2017

Agenda

Union des villes suisses UVS

- 31 mars 2017** **1^{er} congrès suisse des services industriels municipaux** à Bienne
Informations: www.stadtwerkekongress.ch
- 31 août 2017/
1^{er} septembre 2017** **Journée des villes 2017** à Montreux
Informations: Christina Grab, téléphone 031 356 32 32, info@staedteverband.ch

Organisation Infrastructures communales

- 24 janvier 2017** **Congrès des communes sur le recyclage 2017 – La Suisse championne du monde du recyclage – prête pour le futur ?** à Bienne
Informations: Stephanie Glutz, téléphone 031 356 32 42, info@kommunale-infrastruktur.ch

Divers

- 18/19 janvier 2017** **Encouragement à la participation culturelle – une journée d'échanges pour les services de promotion publics et privés** à Berne (patronage UVS)
Informations: www.bak.admin.ch
- 27 janvier 2017** **Les grands projets, un défi de taille pour les collectivités publiques** à Fribourg
Informations: www.unifr.ch
- 31 janvier 2017** **30^e Forum du développement durable: «culture et créativité pour le développement durable»** à Berne (patronage UVS)
Informations: www.are.admin.ch
- 27 avril 2017** **Smart Suisse - congrès stratégique** à Bâle (patronage UVS)
Informations: www.smartsuisse.com
- 13 - 16 juin 2017** **Suisse Public** à Berne (patronage UVS)
Informations: www.suissepublic.ch

Impressum

Éditeur: Union des villes suisses UVS, Monbijoustrasse 8, Case postale, 3001 Berne
Rédaction: Renate Amstutz, Marius Beerli, Karin Christen, Julia Imfeld, Lucas Müller, Maja Münstermann, Martin Tschirren, Roman Widmer; traduction: proverb
Photos: Rolf Siegenthaler; page 2: mäd
Téléphone: 031 356 32 32, fax 031 356 32 33, www.uniondesvilles.ch
Abonnement à focus: info@uniondesvilles.ch